

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS EDPR France Holding

25, QUAI PANHARD ET LEVASSOR
75013 Paris

Code AIOT : 0006811119

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SAS EDPR France Holding implanté Parc éolien de La Bouleste II Le Puech de Cun - Voie communale n° 10 12450 Flavin. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°12-2023-01-23-00002 du 20 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EDPR France Holding
- Parc éolien de La Bouleste II Le Puech de Cun - Voie communale n° 10 12450 Flavin
- Code AIOT : 0006811119
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Flavin (La Bouleste II) est un parc composé de 5 éoliennes situées sur la commune de Flavin. Le parc a été mis en service en juillet 2018 et est exploité par la société EDPR. Tous les aérogénérateurs sont de la marque VESTAS (V100) d'une hauteur de mât de 80 m et d'une hauteur en bout de pale de 130 m. La puissance de chaque machine est de 2,2 MW. Des mesures de protection pour les chiroptères et l'avifaune doivent être mises en place sur ce parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/01/2023, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/01/2023, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/01/2023, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
5	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
6	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
7	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que le Système de Détection Avifaune (SDA) est opérationnel sur toutes les éoliennes du parc depuis le 09/02/2023.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet la levée de la mise en demeure n°12-2023-01-23-00002 du 20 janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en service du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SAS EDPR France Holding dont le siège social est situé 25 quai Panhard et Levassor 75013 PARIS, et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune de Flavin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°12-21-06-01-00012 du 1er juin 2021 : Avant le 10 février 2023 : - en mettant en service le système de détection / bridage avifaune (SDA) (...)
Constats : L'inspection constate que le SDA est opérationnel sur les 5 éoliennes du parc depuis le 09/02/2023. Par courriel du 10/02/2023, l'exploitant a transmis les justificatifs suivants : - réalisation des tests drone le 09/02/2023 par le bureau d'études EXEN qui attestent du bon fonctionnement de la partie détection du SDA ; - confirmation par la société Biodiv-wind, fournisseur du SDA, de la mise en service du système sur les 5 éoliennes du parc à partir du 09/02/2023. Les 5 rapports de mise en service ont été transmis à l'inspection le 29/03/2023. - extrait des données SCADA où l'on peut constater les arrêts machine lors des tests drone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques techniques du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SAS EDPR France Holding dont le siège social est situé 25 quai Panhard et Levassor 75013 PARIS, et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune de Flavin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°12-21-06-01-00012 du 1er juin 2021 : Avant le 10 février 2023 : - en transmettant à l'inspection des installations classées les caractéristiques techniques du SDA (...)
Constats : Par courriel du 22/12/2022, l'exploitant a transmis les rapports d'installation (complétés par un rapport sur la capacité de détection du système) élaborés par la société Biodiv-wind, pour chaque éolienne du parc. Sont notamment indiqués dans ces rapports la liste, le positionnement et les caractéristiques des équipements extérieurs/intérieurs, les distances de détection pour chaque espèce cible, les caractéristiques des caméras vidéos et les champs de vision du système.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Simulations avec drone
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SAS EDPR France Holding dont le siège social est situé 25 quai Panhard et Levassor 75013 PARIS, et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune de Flavin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°12-21-06-01-00012 du 1er juin 2021 : Avant le 10 février 2023 : - (...) en vérifiant, avant sa mise en service, le bon fonctionnement de la partie détection du SDA par des simulations avec drone.
Constats : Les premiers tests drone sur les 5 éoliennes du parc ont été réalisés par le bureau d'études EXEN le 09/02/2023. Par courriel du 09/02/2023, la société EXEN confirme que le SDA est bien opérationnel sur tout le parc et que ce dernier génère une mesure de régulation en cas d'intrusion dans la zone de détection. Un extrait des données SCADA transmis par l'exploitant permet de confirmer les conclusions d'EXEN. A noter que 2 sessions de tests supplémentaires sont prévues par EXEN pour évaluer les capacités de détection sous d'autres conditions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Biodiversité - Protection avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Espèces cibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2- Liste des espèces cibles Les espèces cibles (espèces protégées menacées) sont les suivantes : Vautour moine, Vautour fauve, Vautour percnoptère, Milan royal, Circaète Jean-le-Blanc, Busard Saint-Martin, Busard cendré.
Constats : L'inspection constate que la liste des espèces cibles mentionnées par la société Biodiv-wind dans son courriel du 10/02/2023 est conforme à la liste prescrite dans l'APC du 01/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Biodiversité - Protection avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Biomonitoring
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4 - Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service (...) Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles. Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique (...).
Constats : Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a transmis les éléments attestant du lancement du biomonitoring (suivi de l'efficacité du système) par le bureau d'études EXEN depuis mi-mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Biodiversité - Protection avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6 - Évaluation de l'efficacité du SDA Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure) (...).
Constats : L'inspection constate qu'un suivi de la mortalité et de l'activité des chiroptères en nacelle, mutualisé avec les parcs éoliens de Canet-de-Salars et Ségur, est en cours depuis mi-mars 2023. Ce suivi est réalisé par le bureau d'études EXEN. Les éléments justificatifs ont été transmis par l'exploitant le 29/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dysfonctionnement du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 7 - En cas de panne du SDA</p> <p>L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement du SDA. Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif dans un délai inférieur à 48 heures. L'exploitant informe la DREAL dès qu'il a connaissance d'une panne affectant le bon fonctionnement du SDA. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les éoliennes concernées sont mises à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA. Les pannes du SDA sont consignées dans un registre de panne et de maintenance.</p>
<p>Constats : Dans le cadre du biomonitoring, le bureau d'études EXEN a constaté un dysfonctionnement du SDA (pas d'arrêt des éoliennes lors des détections) au cours de la journée du 13/03/2023.</p> <p>Par courriel du 15/03/2023, l'exploitant a informé l'inspection de la résolution du problème par le constructeur Vestas et la société Biodiv-wind.</p> <p>Par courriel du 28/03/2023, l'inspection constate que ce dysfonctionnement a bien été recensé dans le registre de panne/incident de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet